

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Écocommunautés et décroissance : limites et potentialités de l'expérimentation locale

Catherine Beau-Ferron

Number 14, Fall 2015

La décroissance, pour la suite du monde

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/79404ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Beau-Ferron, C. (2015). Écocommunautés et décroissance : limites et potentialités de l'expérimentation locale. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (14), 164–172.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Écocommunautés et décroissance : limites et potentialités de l'expérimentation locale

CATHERINE BEAU-FERRON

Sortir de la croissance

Il faut sortir de la croissance économique, cette fuite en avant qui permet au capitalisme globalisé de survivre malgré la détérioration de la biosphère qu'il a colonisée presque entièrement, saccageant au passage les écosystèmes, la vie elle-même, la dignité des humains et du reste du vivant. À défaut de disposer des ressources naturelles qui deviennent insuffisantes pour satisfaire son appétit sans fin, la croissance se nourrit maintenant de rêves, de promesses de technologies miraculeuses qui permettraient de manger sans terre, de carburer sans pétrole et, qui sait, de boire sans eau. Elle se nourrit du bien commun qui est sacrifié chaque jour sur l'autel du totalitarisme corporatif. Elle se nourrit d'une force de travail de plus en plus interchangeable, de bulles financières, de projets d'extraction pétroliers et gaziers à haut risque environnemental. Et enfin, elle se nourrit du désastre – du simple accident d'auto aux guerres et catastrophes écologiques – dont elle est souvent d'ailleurs la cause principale. C'est là sans doute toute l'abominable perfection de ce système qui cannibalise ses propres dégâts pour en sortir plus fort encore¹. Et lorsque la protestation populaire s'élève contre cette psychose collective, la violence policière s'élève aussi, agissant comme dernier bastion contre la partie du peuple qui commence à s'interroger sur notre soi-disant « démocratie ».

Quelles solutions ?

Un constat aussi pessimiste n'est évidemment pas partagé par la majorité des citoyennes et des citoyens, mais lorsque c'est le cas, cela soulève une question plus complexe: qu'est-ce qu'on fait maintenant ? Éteindre sa télévision, consommer moins, parler à son voisin et faire de l'agriculture urbaine semblent alors des mesures bien insuffisantes pour sortir de l'impasse globalisée dans laquelle s'engouffre notre monde. Lorsqu'il s'agit d'élaborer une théorie d'ensemble sur ce que serait un véritable projet de société postcroissance, le terrain devient rapidement glissant. Par où commencer ? À quel niveau et par quels moyens entamer la transformation ? Doit-on faire la révolution, bâtir quelque chose de neuf en marge du système, ou réformer l'État, l'économie, la sphère politique ? Et, surtout, comment proposer des solutions concrètes sans remplacer un

1 Voir la thèse de Naomi Klein dans *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Montréal, Leméac, Arles, Actes Sud, 2008.

vieux dogme par un autre ? Une société postcroissante ressemblerait-elle à un vaste laboratoire, à une multitude d'expérimentations individuelles, locales, communautaires et politiques qui nous permettraient de corriger « l'anomalie historique »² qui aurait caractérisé le dernier siècle ?

C'est peut-être en raison de la complexité de ces questions que les propositions concrètes élaborées en Europe et au Québec par les décroissants et les décroissantes ne font pas toujours l'objet d'un consensus et peuvent même décevoir par leur côté flou ou trop modéré par rapport à la gravité et à l'urgence du problème. En France, on a ainsi formulé la proposition d'une dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA) comme première mesure politique concrète vers une société décroissante³. Et à la Conférence internationale sur la décroissance de Barcelone (2010), on a adopté une liste de dix mesures incluant la réduction du temps de travail et de la publicité ainsi qu'un moratoire sur les méga-infrastructures. Serge Latouche, pour sa part, a proposé des principes généraux reconnus comme les 8 R⁴. Yves-Marie Abraham, sociologue et partisan de la décroissance, a tenté de rassembler ces propositions assez hétéroclites pour en dégager un cadre commun de pensée, constitué de « principes d'économie politique décroissante »⁵ qui permettraient de guider nos actions pour la suite du monde. Le premier principe, dit *d'autoproduction*, implique l'idée que « nous produisons non plus pour gagner de l'argent, mais pour subvenir à nos besoins »; il vise à provoquer « la fin du salariat », ce mécanisme d'aliénation majeur et paralysant. Le deuxième principe dégagé est celui de la *mise en commun* : il implique un « refus de la propriété, qu'elle soit privée ou collective, ainsi que la limitation de la consommation humaine actuelle, puisque cette mise en commun concerne tout autant les générations futures que les êtres vivants non humains ». Il propose ensuite celui de la *coopération*, c'est-à-dire « l'élimination ou la marginalisation des rapports de concurrence et de compétition », pour favoriser plutôt la réciprocité, l'échange, le don entre humains comme avec le reste du vivant. Le quatrième principe est celui de la *démocratisation*, aucune véritable transition n'étant possible sans une « révolution démocratique » consistant à réinventer le pouvoir politique, à le relocaliser, à l'éliminer ou encore à s'en emparer... La ligne politique, on le voit, n'est pas clairement définie, le rôle de

2 Concept évoqué par plusieurs anthropologues et économistes dont Marshall Sahlins et Karl Polanyi.

3 Vincent Liegey, Stéphane Madelaine, Christophe Ondet et Anne-Isabelle Veillot, *Un projet de décroissance. Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie (DIA)*, Montréal, Écosociété, 2014.

4 Les 8 R sont les suivants : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler. Cette proposition de Serge Latouche (2010) est résumée dans le texte de Yves-Marie Abraham, *La décroissance soutenable comme sortie de crise ?* présenté au colloque de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française (ACSALF), Montréal, octobre 2012.

5 Les citations de cette section proviennent toutes du texte d'Abraham.

l'État demeurant un des points épineux de la théorie sur la décroissance qu'on a tendance à contourner.

Les écocommunautés : microexpériences de la décroissance ?

À défaut de pouvoir porter immédiatement ces principes à un niveau global, il est crucial d'expérimenter à un niveau plus restreint des manières d'être-au-monde échappant aux balises du technoproduktivisme – de ce qu'André Gorz et d'autres auteurs ont appelé « la barbarie ». Ces expérimentations peuvent apporter des solutions, mais elles permettent surtout de mener une vie moins vide de sens que celle qui nous est offerte « par défaut ». Dans cette optique ont été créées plusieurs communautés intentionnelles, des lieux de vie qui peuvent être perçus comme des microexpériences de la décroissance ou plutôt d'un mode de vie alternatif – leur variété empêchant de leur attribuer une étiquette commune – permettant souvent d'appliquer plusieurs des principes invoqués par Yves-Marie Abraham. Selon Diana Leafe Christian, la spécialiste américaine des communautés et membre de l'écovillage Earthaven en Caroline du Nord, « une communauté intentionnelle rurale ou urbaine consiste en un groupe de personnes qui choisissent de vivre ensemble, ou très près les unes des autres, pour pratiquer un style de vie commun ou travailler à atteindre des buts partagés »⁶. La qualification d'« intentionnelle » indique que l'objectif poursuivi pourra différencier grandement un projet d'un autre : cohabitat, spiritualité, autonomie alimentaire, travail, etc. Le « vivre ensemble » n'est évidemment pas un concept neuf; ce qu'on appelle aujourd'hui des écocommunautés aurait émergé du mouvement hippie des années 1960-1970, « constituant entre autres les débuts du mouvement écologiste avec la création d'associations militantes dénonçant notamment les centrales nucléaires, les pesticides, etc. »⁷ explique Leslie Carbonneau, co-auteur de *Répertoire des écocommunautés du Québec* qui, lors de sa publication en 2010, en recensait vingt-cinq « officielles » dans la province. L'Écohameau de La Baie (en lien avec le GREB, Groupe de recherches écologiques de La Baie⁸) situé au Saguenay-Lac-Saint-Jean est une des communautés les plus connues au Québec; en Europe, on pensera à celle de Findhorn⁹ en Écosse qui compte plus de cinq cents habitants.

Ayant modestement écrit et milité au sein du mouvement de la décroissance durant quelques années, je fais aujourd'hui partie d'un écohameau dans lequel plusieurs des principes de la décroissance évoqués précédemment sont expérimentés à divers niveaux, sans évidemment que l'on puisse prétendre qu'ils

6 Diana Leafe Christian, *Vivre autrement. Écovillages, communautés et cohabitats*, Montréal, Écosociété, 2006, p. 22.

7 Michel Dumais, « Éco-communautés 101. Entrevue avec Leslie Carbonneau », *BioBulle*, n° 99, avril 2011, <http://gaiapresse.ca/images/UserFiles/File/Bio-bulle/BB99_mars_2011.pdf>.

8 <www.greb.ca/GREB/Ecohameau_de_La_Baie.html>.

9 <www.findhorn.org>.

sont incarnés entièrement. Ce cas concret servira cependant d'angle d'approche pour un questionnement plus large sur les limites et les possibilités d'une telle expérimentation comme voie de sortie, si étroite soit-elle, vers une société postcroissance. Car les écocommunautés, qui sont perçues par certains comme des mises en pratique concrètes de la décroissance, sont parfois critiquées pour leur caractère élitiste et cloisonné. Jusqu'où la transformation peut-elle réellement s'opérer dans une petite expérience collective comme la nôtre, alors qu'à ses frontières la barbarie avance, imperturbable, alors que de l'autre côté du mur la crise sociale et écologique s'aggrave, avec une force et une vitesse de plus en plus difficiles à freiner ?

Lien social et autonomie

« Les scientifiques, note Derek Rasmussen, ont procédé à la fission de l'atome dans le but de libérer une énorme quantité d'énergie ; l'économie de marché a fait éclater la famille et la communauté dans le but d'exploiter la masse énergétique de l'individu rentable et mobile – le travailleur salarié »¹⁰. Lorsqu'on souhaite un changement de paradigme, il n'est pas étonnant qu'on ait envie de renverser la vapeur en commençant par retisser le lien social: miser sur la force du collectif, recréer des relations non monétaires et réciproques entre les individus et avec le reste du vivant, miser sur le don, et ce au-delà de la famille nucléaire dans laquelle ce type de relations perdure encore. Une de ces tentatives a donc pris la forme d'une petite « tribu » de onze adultes et trois enfants qui, établis du côté nord de la Gaspésie, partagent un terrain sur lequel ils et elles érigent des bâtiments pour leurs habitats privés (rénovés ou en autoconstruction) ainsi que des infrastructures communes et personnelles. Culture de la terre et élevage, entre autres, sont des activités mises en commun pour tendre vers une certaine autonomie alimentaire dans ce lieu de vie qu'on appellera écohamneau plutôt qu'écovillage, étant donné sa petite taille. Des repas et happenings culturels sont partagés au sein du groupe et avec la communauté élargie qui gravite autour du projet et y participe de plusieurs manières.

Les décisions se prennent horizontalement entre les résidents et les résidentes du lieu, c'est-à-dire par consensus plutôt que par vote, notamment en ce qui concerne l'élaboration d'un statut juridique qui permettrait, une fois parachevés, d'extraire le terrain et ses bâtiments de la propriété privée traditionnelle en les cédant, dans un premier temps, à une coopérative, et en instaurant un lien d'usage entre le membre ou la membre et son habitat. Cette forme de lien conduirait, selon les fondateurs et les fondatrices, à une vision plus « juste » de l'occupation d'un habitat, fondée sur le principe de la jouissance d'un lieu et non sur la capitalisation de sa valeur. En ce qui concerne les revenus, certains gagnent leur croûte sur place en exerçant des activités ancrées dans le territoire,

10 Derek Rasmussen, « Valeurs monétisées et valeurs non monétisables », dans *Le terrorisme de l'argent*, Cahier I, *Interculture*, n° 147, octobre 2004, p. 7, <www.iim.qc.ca/publications/Documents/PDF/interculture-147f.pdf>.

comme l'agriculture ou la cueillette sauvage, en collaboration ou non avec d'autres membres, alors que certains se débrouillent à travers divers projets à vocation culturelle ou autre, selon les saisons. Tout projet concret devient un nid à paradoxes: dans le stationnement, par exemple, on peut voir jusqu'à huit véhicules ! Si la plupart des membres sont d'accord sur la nécessité théorique de sortir du pétrole, la pratique se révèle plus complexe. Le mot décroissance n'est pas sur toutes les lèvres non plus, les choix et les valeurs individuels se superposent à la vision du groupe et donnant une pâte feuilletée d'idéologies unique et singulière à l'expérience. Le désir d'autonomie constitue cependant un noyau rassembleur et créateur, générant plusieurs efforts communs et individuels pour tendre vers une moins grande dépendance du marché globalisé, notamment pour la nourriture et les matériaux de construction.

Partage de viande et décroissance

Il n'est pas nécessaire de décrire plus en détail ici la vie au sein de ce projet collectif, mais bien d'en explorer les marges – la perméabilité de ce microlaboratoire à la réalité physique et politique dans laquelle il se taille une place. Or, il faut savoir que dans cette petite zone d'expérimentation alternative, beaucoup plus de temps est passé à parler de partage des tâches, des outils et infrastructures, des dépenses et de la nourriture que des différences entre l'écossocialisme et la décroissance. Une vision du monde, une société rêvée, s'incarne et se construit à travers des décisions en apparence banales plutôt que dans de grands débats de fond. Le mode de décision par consensus, en lui-même, incarne déjà une certaine vision de la gouvernance conçue comme non hiérarchique, collaborative. Lorsqu'on réfléchit par exemple à la manière de répartir la viande des agneaux élevés par une partie du groupe, on se demandera si on calcule la part de chacun selon sa participation, selon la taille de sa famille, en distribuant une quantité égale à chaque adulte, ou alors en mettant tout en vrac dans le congélateur collectif... Une certaine vision du commun, du partage des richesses et même de l'économie se dégagera d'une telle discussion, même si on n'en parlera pas dans ces termes.

Sur le plan plus théorique, le projet (encore inachevé) de sortie du terrain et des habitations de la propriété privée a déjà généré des heures et des heures de discussions visant à dégager une vision commune de cet endroit très « colonisé » de notre imaginaire: l'endroit qui concerne le capital, l'investissement, l'héritage, ce que signifie vraiment jouir d'un lieu ou d'une chose sans la « privatiser »... Les discussions de groupe, si elles se déroulent dans le respect, permettent d'éviter que les membres restent cristallisés dans une certaine position, dans une certaine vision du monde, et d'avancer vers quelque chose de plus vrai. Un sujet comme la propriété privée réveille des peurs, des préconceptions: certaines très personnelles, certaines inculquées par l'environnement dans lequel on a grandi, certaines inconscientes. C'est en groupe, à tâtons, qu'il est possible d'avancer vers quelque chose de plus net, une vision qu'on aimerait voir émerger des véritables

croyances et valeurs de chacun et de chacune tout en respectant les limites. L'émancipation collective est à la fois exaltante et exigeante sur le plan intime et interpersonnel, présentant son lot de défis à des humains qui ont été formatés pour la plupart dès l'enfance comme des individus avant tout. Les statistiques sur le taux d'échec des communautés – celles qui n'aboutissent jamais ou celles qui se dissolvent – sont révélatrices, Diana Leafé Christian le situant à 90 %¹¹ même si elle ne cite aucune étude pour expliquer ce chiffre...

Limites et potentialités d'un microlaboratoire

La question importante, cependant, ne consiste pas à se demander si notre petite communauté défiera cette effarante statistique, mais plutôt de chercher à savoir quel sera son impact, durant son existence, sur l'environnement immédiat et ses habitants, mais aussi sur le plan communautaire et politique. En d'autres mots: quelle énergie de transformation peut être contenue dans cet « atome » et quelle part en franchit les frontières pour agir au-delà du cercle de ses membres ? Certains soutiennent l'hypothèse que le rôle des expérimentations marginales telles que la nôtre est simplement d'inspirer les autres, de montrer le chemin, en quelque sorte : cela en soi serait suffisant pour faire avancer une « transition » qui est déjà en marche. Or, ce raisonnement, quoique partiellement vrai, traduit non seulement une bonne dose de prétention mais présente aussi plusieurs failles.

Plusieurs de façons de vivre explorant les principes d'une société postcroissance peuvent émerger ou renaître – n'oublions pas qu'on invente si peu – au sein d'un tel projet et peuvent servir d'exemples pour d'autres communautés existantes ou en devenir. Les gens de passage et les proches qui sont accueillis chaque année, les personnes qui en entendent parler ainsi que celles du village et des environs qui fréquentent les lieux, peuvent effectivement y puiser une certaine inspiration – parfois positive, mais parfois aussi répulsive ! Parmi celles et ceux qui sont positivement impressionnés, certains peuvent effectivement avoir envie de sortir du système dominant en constatant la qualité de vie assez exceptionnelle qui peut se façonner dans ses marges. Ces étincelles ne sont pas éphémères, et peuvent effectivement nourrir de nouvelles actions de résistance ou de transformation. Par contre, il n'existe pas de recette miracle : aussi parfaitement accomplie que puisse devenir une communauté, ce qui est fait dans celle-ci ou celle-là ne pourra être transposé intégralement ailleurs ou à une plus large échelle, chaque lieu et chaque groupe possédant ses caractéristiques propres, ses besoins, ses défis et ses opportunités, qui exigent des solutions différentes. L'expérimentation dont il s'agit ici est également loin d'être affranchie du système croissantiste : des intérêts sont encore versés chaque mois à une banque, on y achète du pétrole, des outils, des vêtements et toutes sortes de produits importés, des billets d'avion, et on y échange sa force de travail contre de l'argent. Il serait probablement plus

11 Diana Leafé Christian, *op. cit.*, p. 22.

long de dresser une liste complète de ce qui se passe à l'intérieur du système que de ce qui se passe à l'extérieur, même si l'émancipation est réelle et nourrissante. Et c'est peut-être tant mieux, puisque c'est notamment à travers ces zones que se créent des échanges avec le monde « extérieur », permettant peut-être d'éviter certaines dérives.

Frontières et dérives

Une de ces dérives serait celle de « l'emmurement » : c'est le cas des communautés qui parviennent à vivre en quasi-autarcie et qui peuvent aller jusqu'à occulter complètement le « monde réel », ce qui est arrivé dans certaines communautés chrétiennes fermées. Ces lieux permettent un mode de vie en harmonie avec la nature et les humains, mais seulement à l'intérieur d'un « cercle » restreint, aucun journal ou vitrine sur le monde extérieur n'y étant accessible, le sort du reste de la planète ayant été en quelque sorte effacé. Il est inutile de dresser une liste exhaustive des dérives sectaires extrêmes qu'on connaît ou imagine, dont les communautés survivalistes représentent une expression extrême. Mentionnons cependant un cas aussi intéressant que terrifiant: il existerait apparemment des écovillages de droite qui, « en apparence sympathiques pour les non-avertis, masquent une vision communautariste, voire raciste, de l'écologie »¹². C'est ainsi qu'ils sont décrits dans un article qui évoque cinq exemples européens de communautés entretenant des liens avec le mouvement fasciste et prônant une sorte de retour à la « vieille Europe ». Pour éviter ces dérives extrêmes mais surtout pour ne pas créer de petits îlots d'affranchis bien cloisonnés, laisser ouvertes les portes du laboratoire est plus qu'une nécessité, c'est en quelque sorte une obligation morale: on peut le faire par l'accueil de visiteurs et de visiteuses, l'organisation d'événements inclusifs, l'élaboration de projets plus vastes qui tissent des liens avec la communauté élargie, la vente de paniers de légumes, etc.

Au-delà des frontières : la barbarie

Même si les portes demeurent ouvertes, le nombre de membres d'une communauté demeure limité par la superficie des terres cultivables et habitables, ainsi que par la vision du groupe. La bulle est certes perméable, mais comporte aussi des frontières physiques et immatérielles. Qu'est-ce qu'on voit si on regarde au-delà de ces frontières ? D'abord, de beaux paysages, mais aussi beaucoup de misère : sociale, culturelle, matérielle. La Gaspésie est une région pauvre comme tant d'autres au Québec, avec des infrastructures qui se détériorent et une qualité de vie qu'on soupçonne être beaucoup moins élevée pour la plupart des habitants que celle qu'on atteint en vivant au coeur d'un projet marginal. Si on porte le regard un peu plus loin, on constate que l'industrie pétrolière

12 Toufik de Planoise, *Villages verts pour blancs « pure souche » : quand l'extrême droite se la joue retour à la terre, Basta!*, 13 janvier 2014, <www.bastamag.net/Villages-verts-pour-blancs-pure>.

provoque tout près un saccage digne de ce nom, avec des projets d'extraction à haut risque environnemental planifiés ou déjà entamés; ces projets s'ajoutent aux projets miniers, industriels et de transport de pétrole qui menacent la santé des écosystèmes qui nourrissent et abreuvent les habitants de la région. Certains citoyens et certaines citoyennes se lèvent, revendiquent, résistent, mais s'avèrent souvent impuissants face au bloc État-industrie qui a réduit ce morceau de territoire à un réservoir de ressources destinées à être pillées. Les projets les plus dangereux ont pour l'instant été épargnés à la partie nord de la Gaspésie, mais la barbarie se trouve tout près, chez les amis, chez les voisins du sud, si bien qu'il devient très difficile d'ignorer le problème, à moins de décider de limiter son combat à son espace vital immédiat et à la communauté proche. Si on porte le regard encore plus loin, d'ailleurs, on rencontre aussi une crise climatique, une crise écologique, une crise sociale, une crise de sens, des inégalités qui augmentent au même rythme que le mépris des élites dirigeantes.

Pendant ce temps, la force vitale de onze adultes aux convictions variées, mais généralement écologistes, décroissantes ou anarchistes est utilisée principalement pour construire des maisons, pour discuter, pour produire de la nourriture, pour gagner leur vie aussi. Si toutes et tous les contestataires de ce monde se confinaient dans des lieux où ils pourraient vivre heureux, en marge, et consacrer leur énergie à vivre mieux plutôt qu'à freiner leur progression, ne serait-ce pas l'idéal pour les élites dirigeantes ? La roue destructrice du capital pourrait continuer d'avancer à une vitesse croissante, inhumaine et sans compromis. Que vaudra cet écohomeau si un jour la source d'eau en est contaminée ? Et même si ça ne devait arriver que plus tard, quel pas aura vraiment été fait pour l'écologie si on laisse progresser les désastres à quelques kilomètres de notre bulle ? A-t-on vraiment le luxe et le temps d'expérimenter face à l'urgence actuelle ?

Le piège de la transition

Il faut donc reconnaître que « montrer le chemin » est dramatiquement insuffisant si l'on aspire au changement véritable. Sans des changements à un niveau plus global, les possibles aménagés avec peine se heurtent au monde « réel » et y rencontrent leurs propres limites, qu'elles soient juridiques, infrastructurelles, politiques ou écologiques. De plus, ce qu'on appelle la « transition » est peut-être même un joli piège. Selon les décroissants et les décroissantes, cette transition consisterait à réfléchir, dialoguer, expérimenter et proposer des solutions, qu'elles soient larges ou restreintes, pour une société postcroissance. Tous ces niveaux d'action partagent cependant un point commun : ils sont positifs. On ne dit pas « non » au monde global qui nous est proposé, on dit « oui » à un passage vers autre chose – une réforme, en quelque sorte. Et si on se faisait avoir par les boîtes de marketing ? Car pendant que ces « oui » émergent et essaient un peu partout – le vocabulaire positif étant souvent même préconisé au sein de plusieurs mouvements militants – ce qu'on

veut en réalité refuser avance beaucoup plus vite et détruit les bases mêmes de ce qu'on souhaite reconstruire.

Élargir la cage : pour une résistance créatrice

Noam Chomsky, dans une entrevue portant sur les étapes nécessaires pour parvenir à une société anarchiste, explique qu'il faut d'abord « élargir la cage, jusqu'au moment où on pourra en casser les barreaux¹³ ». Cette image inspirée par un mouvement de travailleurs agricoles brésiliens évoque l'idée qu'il faut combattre les « pulsions autodestructrices et irrationnelles de gens qui se considèrent comme de gauche et qui, selon Chomsky, les coupent en pratique de la vie et des aspirations légitimes d'une population qui souffre¹⁴ ». Au-delà de la réflexion et de l'expérimentation, résister, organiser la lutte pour limiter les dégâts et les assauts du système croissantiste est donc nécessaire afin de protéger les droits essentiels qui nous permettront de rebâtir quelque chose sur une base acceptable : de l'eau bonne à boire, des toits et de la terre à habiter et pour nous nourrir, le respect des humains et du reste du vivant, une vie digne, du pain pour tous et toutes. Qu'il s'agisse du virage pétrolier québécois ou de la très mal nommée austérité, des zones d'échange et de convergence entre les expérimentations et les luttes en cours doivent donc être maintenues et développées, que cette résistance consiste à joindre les rangs du Printemps 2015 ou à emprunter la voie de la désobéissance civile, la défense d'enjeux politiques locaux ou la contre-propagande. On pourrait appeler tout cela la résistance créatrice : la quête d'un équilibre à la fois intérieur et global entre le « oui » et le « non », pour passer d'un monde rêvé à un monde possible.

13 Noam Chomsky, *Perspectives politiques*, Marseille, Le Mot et le reste, 2007, p. 14.

14 *Ibid.*, p. 14-15.